

# Emploi salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2011



**Embargo jusqu'au  
jeudi 9 juin 7h30**

9 juin 2011

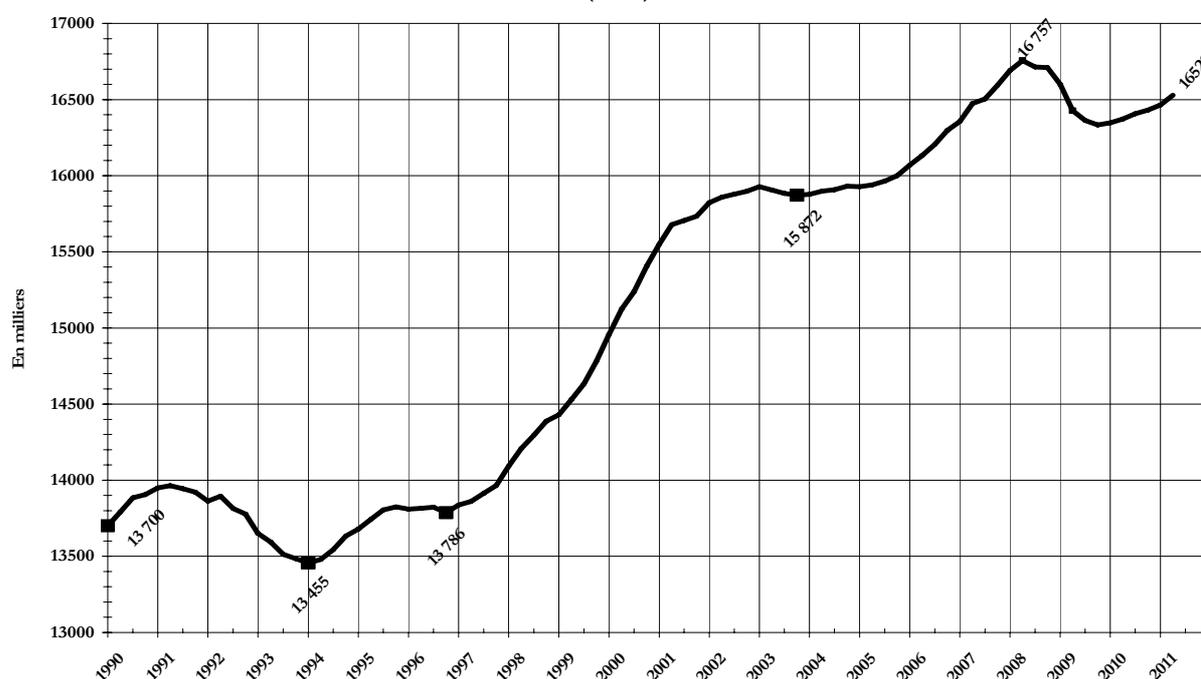
## 1. Résultats globaux

L'emploi salarié enregistre une hausse au cours du premier trimestre 2011 (+ 0,4%, soit + 64 000 salariés), ce qui porte le nombre de salariés recensés dans les établissements affiliés à l'Assurance chômage à 16 529 200 à fin mars 2011 (cf. graphique 1).

Le tertiaire (+ 0,5%, soit + 62 400 postes) enregistre une hausse ce trimestre, ainsi que la construction (+ 0,1%, soit + 2 100 postes). L'industrie affiche une quasi-stabilité (soit – 200 postes).

Au cours de ce premier trimestre 2011, seule la Haute-Normandie affiche une stabilité de son emploi. Dans toutes les autres régions l'emploi progresse, notamment en Basse-Normandie (+ 0,8%), Limousin (+ 0,7%), Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centre, Ile-de-France Bretagne (+ 0,6% chacune), Corse et Lorraine (+0,5% chacune) et Champagne-Ardenne (+ 0,4%).

**Graphique 1 – Evolution du nombre de salariés dans l'ensemble des établissements affiliés (CVS)**



### Avertissement :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, la collecte des cotisations d'Assurance chômage a été transférée aux URSSAF, conformément aux dispositions de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008. De ce fait, la source d'information désormais utilisée par Pôle emploi pour élaborer ses statistiques trimestrielle d'emploi salarié, repose sur l'exploitation des bordereaux de déclaration des cotisations URSSAF (BRC) transmis par l'Acoss. Ce changement d'alimentation en données brutes, ne modifie ni la méthodologie d'estimation, ni l'historique des données publiées jusqu'à présent (cf. Annexe I).

**Tableau 1 – Evolution trimestrielle des effectifs par secteur d'activité détaillée <sup>(1)</sup>**

NAF A04	NAF A38	INTITULES	Effectifs CVS au 31/03/10	Variation d'effectifs au cours du 2T10	Variation d'effectifs au cours du 3T10	Variation d'effectifs au cours du 4T10	Variation d'effectifs au cours du 1T11	Effectifs CVS Au 31/03/11	taux d'évol 1T11 Provisoire (2)	taux d'évol Mars 10 A Mars 11 (2)
1	AZ	<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>7,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>7,0</b>	<b>-4,3</b>	<b>-1,3</b>
2		<b>INDUSTRIE</b>	<b>3 068,6</b>	<b>-13,5</b>	<b>-11,1</b>	<b>-9,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>3034,8</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,1</b>
	BZ	Ind. extractives	24,7	-0,2	-0,3	0,0	-0,8	23,4	-3,1	-5,1
	CA	Fab.denrée alim Boisson Tabac	503,8	-4,4	-0,3	-0,2	-0,1	498,9	0,0	-1,0
	CB	Fab Tex ind habil cuir et chaussure	119,3	-1,3	-1,5	-2,1	1,9	116,2	1,6	-2,6
	CC	Travail bois ind papier et imprim	204,3	-2,5	-2,0	-1,5	1,4	199,6	0,7	-2,3
	CD	Cokéfaction raffinage	12,8	-0,1	-0,1	-0,2	0,1	12,5	0,6	-2,0
	CE	Industrie chimique	145,3	1,9	0,1	-0,1	-0,4	146,9	-0,3	1,1
	CF	Industrie pharmaceutique	86,5	-0,3	-1,2	-0,1	1,0	85,7	1,2	-0,8
	CG	Fab prod caout plast autres prod. minéraux n-métal.	303,7	-1,5	-0,1	-0,6	1,6	303,1	0,5	-0,2
	CH	Métal fab prod métal, exc. machine équip	389,6	-0,7	-0,1	-1,7	0,5	387,6	0,1	-0,5
	CI	Fab prod info, électro optique	146,5	-0,1	-0,6	-0,5	0,5	145,8	0,4	-0,5
	CJ	Fab d'équip électriques	124,0	-0,2	0,3	0,3	-0,6	123,7	-0,5	-0,2
	CK	Fab de machines et équip n.c.a.	197,3	-1,8	-1,6	-0,9	-0,7	192,3	-0,4	-2,5
	CL	Fab de matériels de transport	360,8	-1,2	-3,1	-2,0	-7,0	347,5	-2,0	-3,7
	CM	Aut ind manuf - rép instal machine et d'équip	286,6	-2,7	-1,7	-1,6	2,0	282,5	0,7	-1,4
	DZ	Prd distri électri, gaz, vapeur, air conduit	27,9	0,5	0,8	1,7	-1,0	30,0	-3,3	7,4
	EZ	Prd distrib eau - assain gest déchets dépol	135,6	1,1	0,3	0,4	1,4	138,9	1,0	2,4
3	FZ	<b>CONSTRUCTION</b>	<b>1 476,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1477,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
4		<b>TERTIAIRE</b>	<b>11 820,8</b>	<b>47,3</b>	<b>34,9</b>	<b>45,0</b>	<b>62,4</b>	<b>12010,5</b>	<b>0,5</b>	<b>1,6</b>
	GZ	Commerce - répar auto et moto	2 958,6	-2,9	-1,9	1,7	9,0	2964,4	0,3	0,2
	HZ	Transports entreposage	838,8	7,4	-3,0	-1,6	1,8	843,4	0,2	0,5
	IZ	Hébergement restauration	924,1	-12,6	-0,2	6,9	2,1	920,2	0,2	-0,4
	JA	Édit, audio diffusion	180,6	-0,6	-2,6	0,3	6,1	183,8	3,4	1,7
	JB	Télécommunications	68,8	1,0	0,3	0,4	2,5	73,0	3,5	6,0
	JC	Act info serv information	324,6	5,2	0,5	1,6	8,6	340,5	2,6	4,9
	KZ	Act financières assurance	706,3	-1,2	0,9	-11,3	4,2	698,8	0,6	-1,1
	LZ	Act immobilières	192,4	-7,0	0,6	2,8	3,6	192,4	1,9	0,0
	MA	Act jur compta gestion archi ingén	877,9	10,2	2,1	3,7	11,9	905,8	1,3	3,2
	MB	Recherche-dévelop scien	60,8	0,0	0,1	0,7	0,5	62,1	0,7	2,0
	MC	Aut act spéc, scientifiques techniques	226,3	-0,3	-3,2	0,8	4,9	228,6	2,2	1,0
	NZ	Act services adm soutien	1 728,9	32,0	31,9	33,6	1,3	1827,7	0,1	5,7
	OZ	Adm publique	202,9	-2,3	-1,2	-1,0	-1,5	196,9	-0,8	-2,9
	PZ	Enseignement	302,5	2,7	3,1	0,6	0,1	309,0	0,0	2,1
	QA	Act santé humaine	540,2	0,9	-0,6	0,8	4,5	545,8	0,8	1,0
	QB	Héberg méd-social action soc ss héberg	926,9	11,8	7,9	3,8	4,9	955,4	0,5	3,1
	RZ	Arts, spect act récréa	234,6	1,7	-0,3	0,3	0,8	237,1	0,4	1,1
	STU	Aut act de services	525,6	1,3	0,8	0,8	-2,8	525,7	-0,5	0,0
	Z									
		<b>TOTAL</b>	<b>16 372,7</b>	<b>33,6</b>	<b>24,1</b>	<b>34,8</b>	<b>64,0</b>	<b>16529,2</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>

(1) Tableau des effectifs trimestriels désaisonnalisés de l'ensemble des établissements par activité économique

(2) Calculé à partir des données CVS

En un an, de mars 2010 à mars 2011, l'emploi salarié affilié augmente de 156 500 (+ 1,0%), selon le cheminement trimestriel : + 0,2%, + 0,1%, + 0,2% et + 0,4%.

Le tertiaire affiche une hausse sur un an (+ 189 800 emplois, soit + 1,6%), incluant une progression de l'emploi intérimaire de 14,4%, soit 88 900 postes supplémentaires<sup>1</sup>.

L'industrie continue d'enregistrer une baisse (- 1,1%, soit - 33 800 postes) et la construction se stabilise avec 600 emplois supplémentaires.

Sur un an, dix-huit régions enregistrent une hausse, plus marquée en Basse-Normandie et Pays de la Loire (+ 1,6% chacune), Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Centre et Limousin (+ 1,5% chacune), Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur (+1,4% chacune) et Bretagne (+ 1,3%). A l'opposé, deux régions enregistrent une baisse de leur emploi salarié : Bourgogne (- 0,3%) et Lorraine (- 0,2%).

**Tableau 2 – Evolution trimestrielle des effectifs par grand secteur d'activité (CVS)**

Effectifs en milliers		2 <sup>e</sup> trim 2010	3 <sup>e</sup> trim 2010	4 <sup>e</sup> trim 2010	1 <sup>er</sup> trim 2011	Mars 2010 A Mars 2011
<b>INDUSTRIE</b>	Effectifs	3 055,1	3 044,0	3 035,0	3 034,8	
	Variation en milliers T/T-1	-13,5	-11,1	-9,0	-0,2	-33,8
	Variations en %	-0,4%	-0,4%	-0,3%	0,0%	-1,1%
<b>CONSTRUCTION</b>	Effectifs	1 476,2	1 476,4	1 474,9	1 477,0	
	Variation en milliers T/T-1	-0,2	0,2	-1,4	2,1	0,6
	Variations en %	0,0%	0,0%	-0,1%	0,1%	0,0%
<b>TERTIAIRE</b>	Effectifs	11 868,1	11 903,0	11 948,1	12 010,5	
	Variation en milliers T/T-1	47,3	34,9	45,0	62,4	189,8
	Variations en %	0,4%	0,3%	0,4%	0,5%	1,6%
<b>ENSEMBLE DES SECTEURS(*)</b>	Effectifs	16 406,4	16 430,5	16 465,2	16 529,2	
	Variation en milliers T/T-1	33,6	24,1	34,8	64,0	156,5
	Variations en %	0,2%	0,1%	0,2%	0,4%	1,0%

(\*) Y compris résultats sur l'agriculture et la pêche mais hors MSA.

## 2. Résultats par secteur d'activité économique

### Industrie

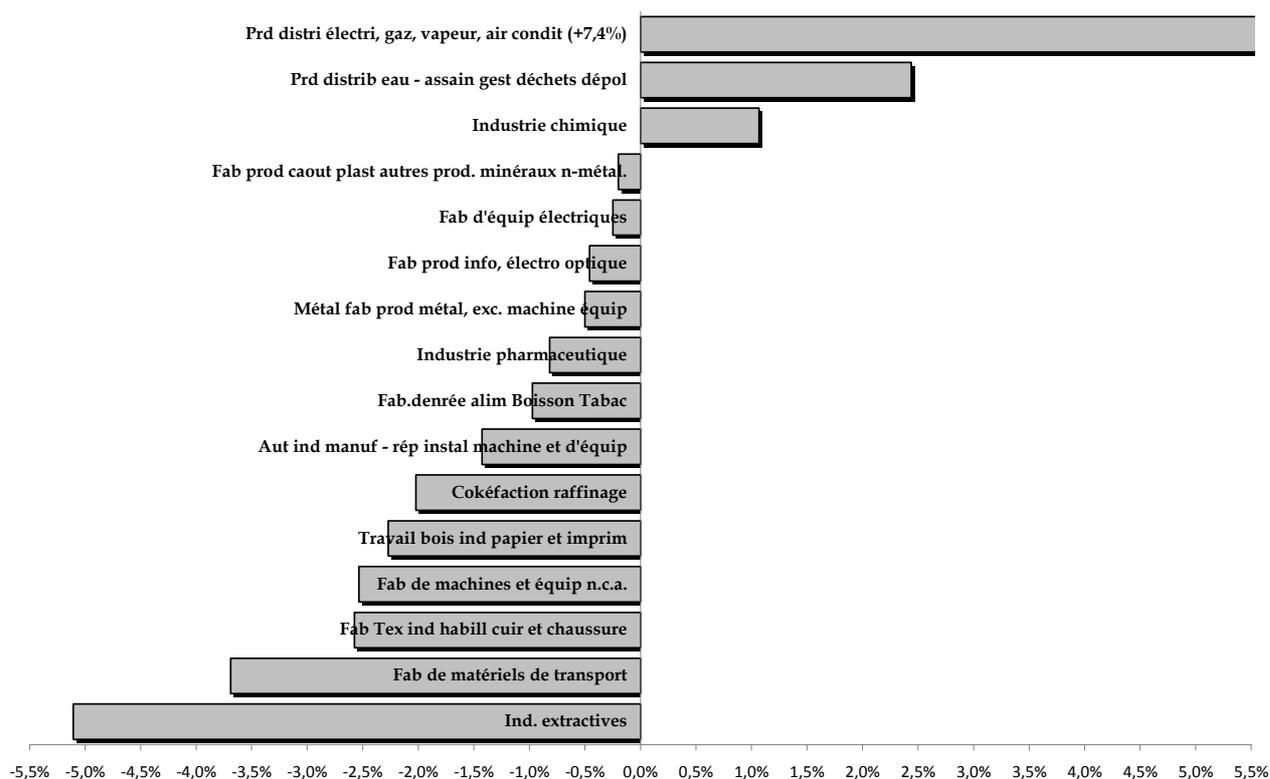
Au cours de ce 1<sup>er</sup> trimestre, sept des seize secteurs industriels ont perdu des emplois. A noter tout particulièrement « production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » (- 3,3%), « industries extractives » (- 3,1%), « fabrication de matériels de transports » (- 2,0%), « fabrication d'équipements électriques » (- 0,5%), « fabrication de machines et équipements n.c.a. » (- 0,4%) et « industries chimiques » (- 0,3%). En revanche, neuf secteurs voient leurs effectifs progresser ce trimestre : « fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure » (+ 1,6%), « industrie pharmaceutique » (+ 1,2%), « production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution » (+ 1,0%), « autres industries manufacturières-réparation et installation de machines et d'équipements » et « travail du bois, industrie du papier et imprimerie » (+ 0,7% chacun) et « cokéfaction et raffinage » (+ 0,6%).

<sup>1</sup> Les missions d'intérim sont conventionnellement comptées dans le tertiaire, plus précisément dans le secteur des activités de services administratifs et de soutien.

Sur un an, de mars 2010 à mars 2011, trois secteurs enregistrent une croissance de leur emploi salarié (cf. graphique 2) : « production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » (+ 7,4%), « production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution » (+ 2,4%) et « industries chimiques » (+ 1,1%).

A l'opposé, l'emploi continue de diminuer nettement dans le secteur « industries extractives » (- 5,1%), « fabrication de matériels de transports » (- 3,7%), « fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure » (- 2,6%), « fabrication de machines et équipements n.c.a. » (- 2,5%), « travail du bois, industrie du papier et imprimerie » (- 2,3%), « cokéfaction et raffinage » (- 2,0%) et « autres industries manufacturières - réparation et installation de machines et d'équipements » (- 1,4%).

**Graphique 2 – Evolution annuelle de l'emploi dans l'industrie  
(mars 2011/mars 2010)**



## Construction

La situation dans la construction se caractérisait, depuis l'automne 2008, par une tendance continue à la baisse après dix années de hausse. Le secteur de la construction affiche une légère hausse au cours de ce 1<sup>er</sup> trimestre, avec + 0,1% soit + 2 100 postes.

Sur un an, de mars 2010 à mars 2011, l'emploi salarié dans la construction enregistre une stabilité, soit 600 emplois en plus.

## Tertiaire

Le secteur tertiaire, qui regroupe à lui seul près de 73% des emplois salariés recensés dans les établissements affiliés à l'Assurance chômage, affiche une hausse au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (+ 0,5%, soit 62 400 emplois en plus). Cette hausse est portée par seize secteurs dont « télécommunications » (+ 3,5%), « l'édition, audiovisuel et diffusion » (+ 3,4%), « activités informatiques et services d'information » (+ 2,6%), « les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+ 2,2%), « activités immobilières » (+ 1,9%), « activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques » (+1,3%) et « activités pour la santé humaine » (+ 0,8%).

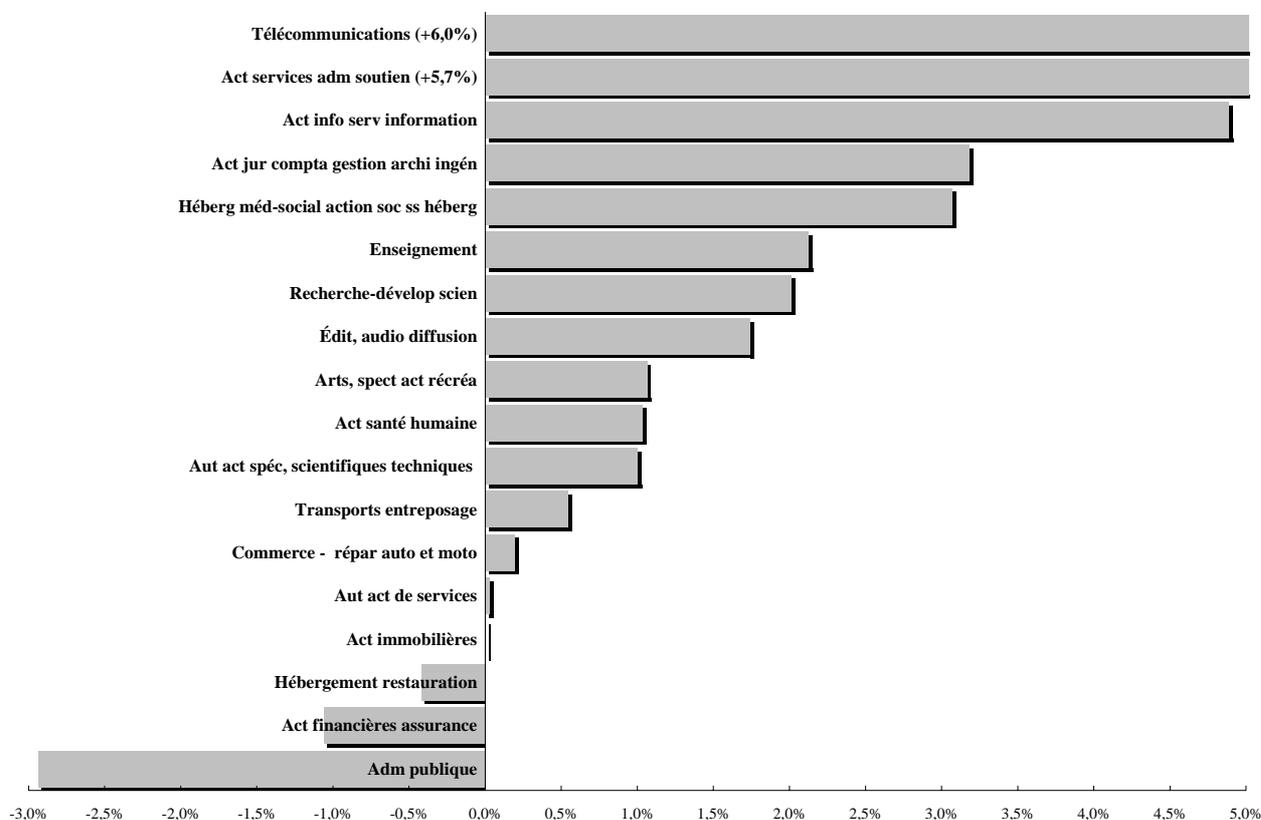
En revanche, les secteurs de l'administration publique (-0,8%) et les autres activités de services (-0,5%) perdent des emplois.

De mars 2010 à mars 2011, le secteur tertiaire enregistre une hausse de 1,6% de ses effectifs, ce qui correspond à un gain net de 189 800 emplois.

L'analyse de l'évolution annuelle de l'emploi tertiaire (cf. graphique 3) met en évidence le dynamisme dans les secteurs suivants : « télécommunications » (+ 6,0%), « activités de services administratifs et de soutien » (+ 5,7%), « activités informatiques et services d'information » (+ 4,9%), « activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques » (+ 3,2%), « hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement » (+ 3,1%), « enseignement » (+ 2,1%) et « recherche-développement scientifique » (+ 2,0%).

A l'opposé, l'administration publique (-2,9%), les activités financières et d'assurance (-1,1%) et hébergement et restauration (-0,4%) perdent des emplois.

**Graphique 3 – Evolution annuelle de l'emploi dans le tertiaire  
(mars 2011/mars 2010)**

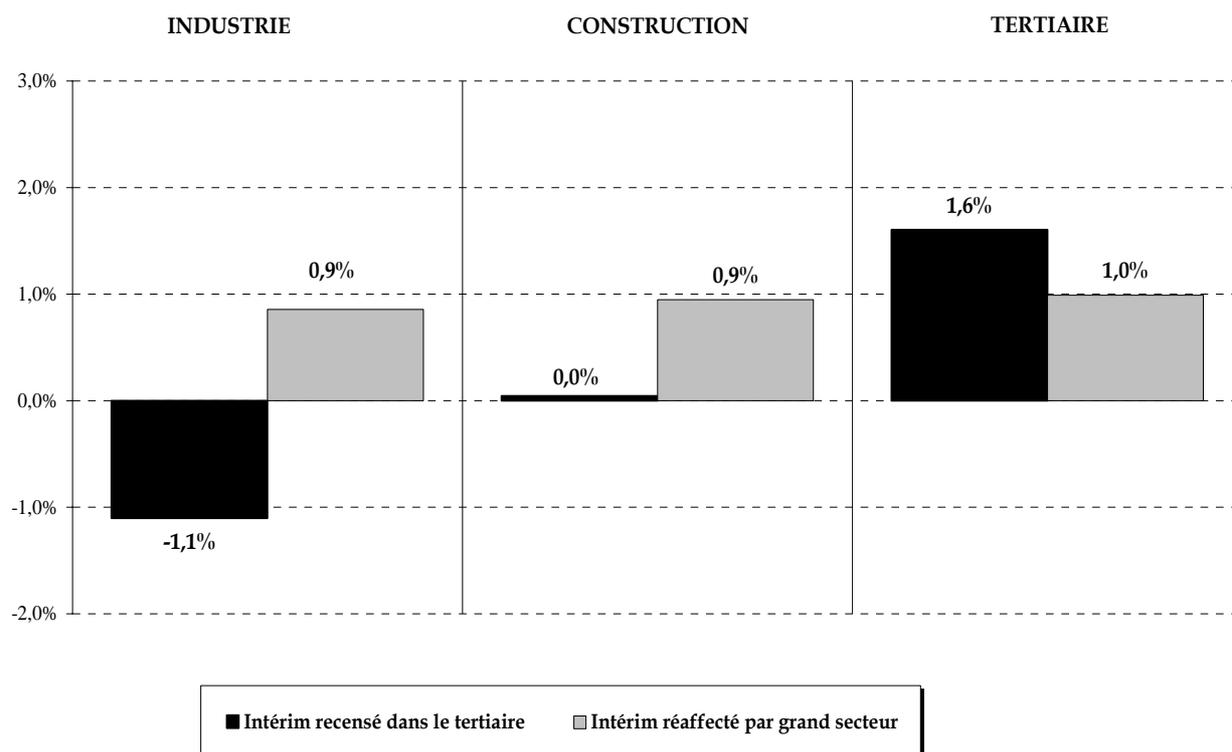


## Intérim

L'intérim enregistre une hausse de 1,0% au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (6 900 intérimaires en plus) et de 14,4% sur un an, soit + 88 900 personnes entre fin mars 2010 et fin mars 2011.

Si les missions d'intérim étaient réaffectées dans les secteurs où elles s'exercent, le bilan sectoriel sur un an serait modifié (cf. graphique 4). En effet, l'industrie enregistrerait une hausse de ses effectifs : + 0,9% au lieu de - 1,1%. Ainsi, la part de l'activité industrielle dans l'intérim augmente et représente 46,4% fin mars 2011 contre 43% un an plus tôt. L'évolution de la construction deviendrait positive (+ 0,9%). La progression dans le tertiaire serait atténuée (+ 1,0% au lieu de + 1,6%).

**Graphique 4 – Evolution annuelle de l'emploi par grand secteur avec ou sans réaffectation de l'intérim (mars 2011/mars 2010)**



### 3. Résultats par région

Tableau 3 - Evolution de l'emploi par région <sup>(1)</sup>

REGION	Effectifs CVS au 31/03/10	Variation d'effectifs au cours du 2T10	Variation d'effectifs au cours du 3T10	Variation d'effectifs au cours du 4T10	Variation d'effectifs au cours du 1T11 Prov	Effectifs CVS au 31/03/11	Taux d'évol 1 <sup>er</sup> trim. Prov. 2011 (2)	Taux d'évol Mars 10 A Mars 11 % (2)
Unité : Milliers								
ALSACE	513,4	-0,2	-0,7	0,8	0,9	514,3	0,2	0,2
AQUITAINE	743,5	-0,1	2,4	3,8	2,1	751,8	0,3	1,1
AUVERGNE	298,3	-0,6	1,1	0,8	0,8	300,4	0,3	0,7
BASSE-NORMANDIE	343,8	0,9	2,0	-0,2	2,9	349,4	0,8	1,6
BOURGOGNE	382,9	-1,6	-0,1	0,1	0,5	381,8	0,1	-0,3
BRETAGNE	740,4	1,7	1,7	2,2	4,3	750,3	0,6	1,3
CENTRE	609,6	3,1	0,7	1,5	3,7	618,6	0,6	1,5
CHAMPAGNE-ARDENNE	305,0	-0,9	-0,4	-0,1	1,4	304,9	0,4	0,0
CORSE	65,5	1,4	-1,7	0,4	0,3	66,0	0,5	0,7
FRANCHE-COMTE	275,0	1,0	-0,2	1,4	0,8	278,0	0,3	1,1
HAUTE-NORMANDIE	458,6	1,9	-1,3	-0,9	0,2	458,6	0,0	0,0
ILE-DE-FRANCE	4 100,6	-0,5	4,1	1,7	24,1	4130,0	0,6	0,7
LANGUEDOC-ROUSSILLON	527,9	4,2	1,8	0,6	1,4	535,8	0,3	1,5
LIMOUSIN	153,7	0,3	0,9	0,0	1,1	155,9	0,7	1,5
LORRAINE	513,9	-2,9	-0,4	0,1	2,4	513,1	0,5	-0,2
MIDI-PYRENEES	684,6	1,2	3,9	3,1	1,3	694,2	0,2	1,4
NORD-PAS-DE-CALAIS	969,3	-1,0	0,5	3,2	2,6	974,6	0,3	0,5
PAYS DE LA LOIRE	947,8	9,5	-4,8	9,1	1,3	962,9	0,1	1,6
PICARDIE	399,7	2,2	0,1	-0,1	1,2	403,0	0,3	0,8
POITOU-CHARENTES	385,8	3,1	0,2	-0,9	1,0	389,2	0,3	0,9
PROVENCE-ALPES-C d'AZUR	1 231,1	-0,9	5,6	4,0	7,9	1 247,7	0,6	1,4
RHÔNE-ALPES	1 722,7	11,7	8,8	4,0	1,8	1 749,0	0,1	1,5
<b>FRANCE</b>	<b>16 372,7</b>	<b>33,6</b>	<b>24,1</b>	<b>34,8</b>	<b>64,0</b>	<b>16 529,2</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>

(1) Tableau des effectifs trimestriels désaisonnalisés de l'ensemble des établissements par région

(2) Calculé à partir des effectifs CVS

Au cours de ce premier trimestre 2011, seule la Haute-Normandie affiche une stabilité de son emploi. Dans toutes les autres régions l'emploi progresse, notamment en Basse-Normandie (+ 0,8%), Limousin (+ 0,7%), Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centre, Ile-de-France et Bretagne (+ 0,6% chacune), Corse et Lorraine (+0,5% chacune) et Champagne-Ardenne (+ 0,4%).

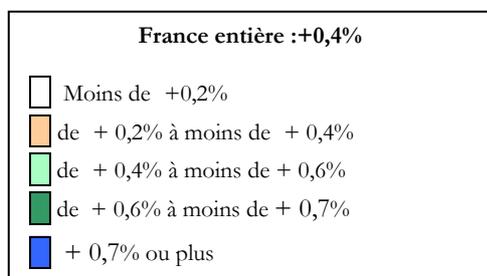
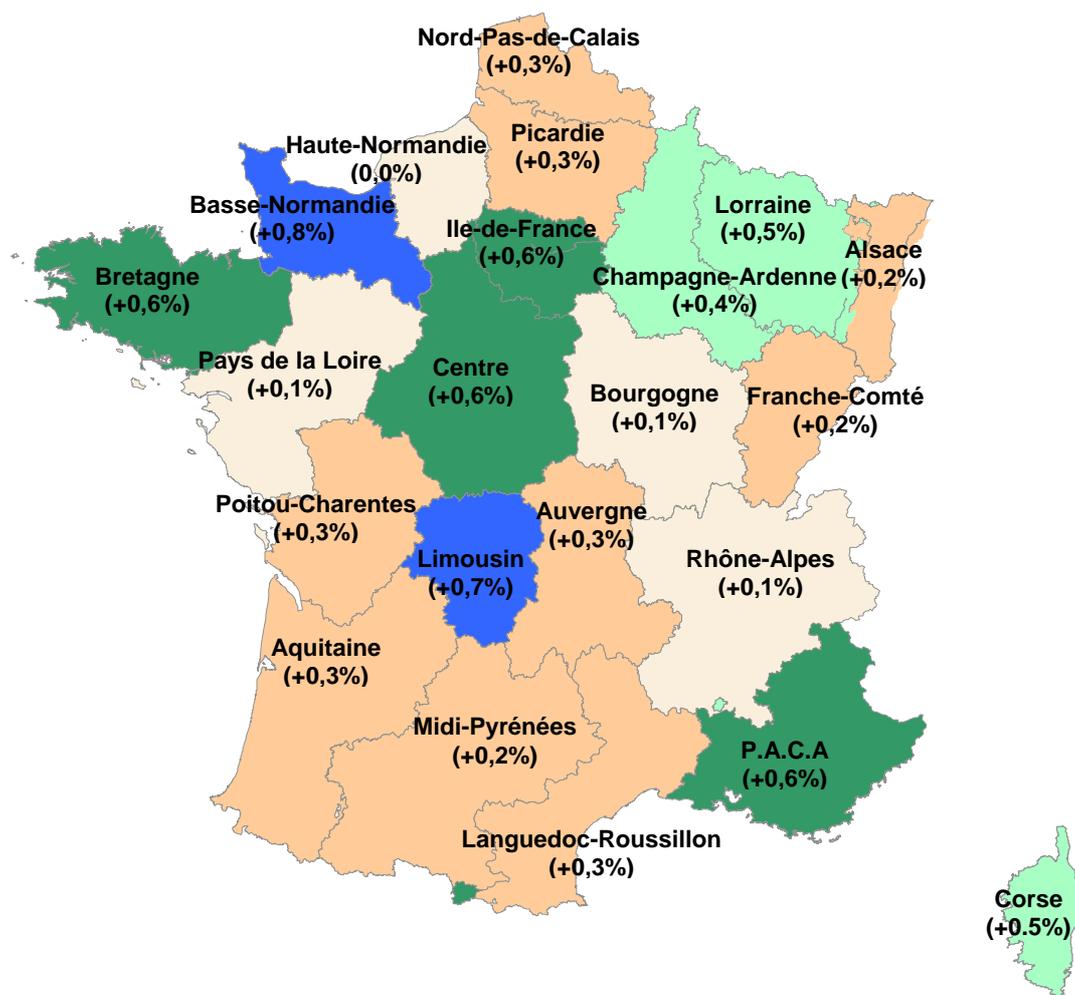
Sur un an, dix-huit régions enregistrent une hausse, plus marquée en Basse-Normandie et Pays de la Loire (+ 1,6% chacune), Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Centre et Limousin (+ 1,5% chacune), Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur (+1,4% chacune) et Bretagne (+ 1,3%). A l'opposé, deux régions enregistrent une baisse de leur emploi salarié : Bourgogne (- 0,3%) et Lorraine (- 0,2%).

**Annick BONAL**

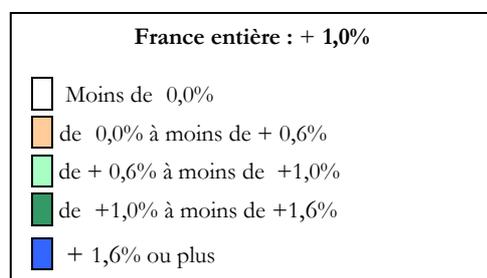
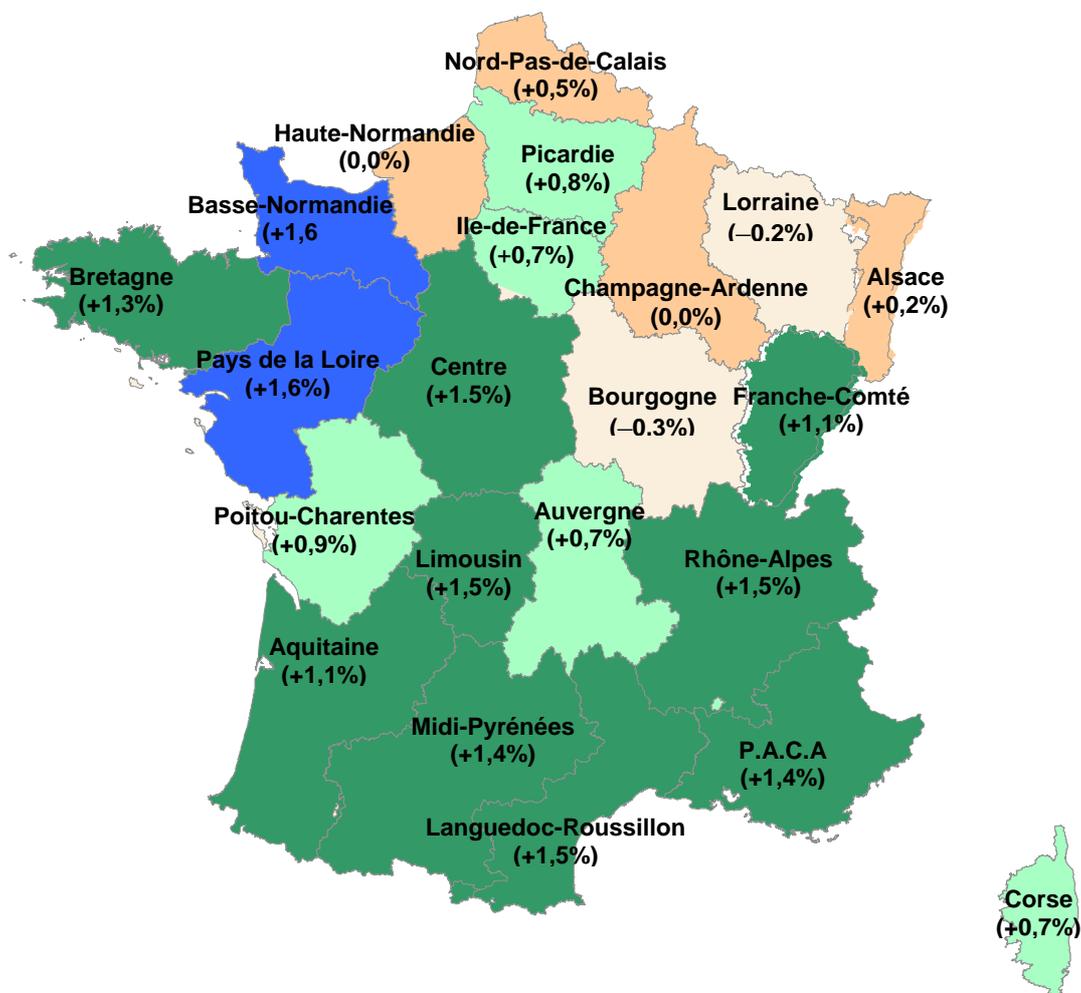
*Département Etudes et Statistiques sur l'Emploi et les Salaires*

# Evolution de l'emploi dans les régions au 1<sup>er</sup> trimestre 2011

(valeur cvs)



## Evolution de l'emploi dans les régions de mars 2010 à mars 2011



## ANNEXE I – METHODOLOGIE -

### Calage et estimation :

Les statistiques <sup>(1)</sup> de l'emploi salarié réalisées chaque trimestre par Pôle emploi concernent le champ des établissements affiliés à l'Assurance chômage.

Une estimation de l'évolution de l'emploi salarié, toutes tailles d'établissements confondus, de l'année en cours, est fondée sur des modèles économétriques sectoriels. Les estimations d'emploi trimestrielles prennent en compte les résultats de la statistique trimestrielle (portant sur le champ des établissements ayant au moins 10 salariés au début et à la fin du trimestre) et ceux de la statistique annuelle couvrant l'ensemble des établissements ayant un salarié au 31 décembre.

La statistique trimestrielle d'emploi est alors déclinée en 38 secteurs et au niveau régional (la ventilation sectorielle et géographique est cohérente entre les différents niveaux d'agrégation). Le secteur de l'intérim est estimé sur la base des Déclarations Mensuelles de Missions déclarées par les entreprises de travail temporaire à Pôle emploi. .

Les estimations s'établissent à partir de l'exploitation des sources déclaratives employeurs de l'Assurance Chômage (historique depuis 1992 dans la Nomenclature des Activités Economiques entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, les sources utilisées sont celles des BRC (bordereaux de déclaration des cotisations) transmises par l'Acoss suite au transfert du recouvrement des cotisations d'Assurance chômage à l'URSSAF.

### Champs couverts :

Le champ de l'Assurance chômage comprend l'ensemble des secteurs concurrentiels, y compris la plupart des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, hormis la quasi-totalité du secteur agricole et para-agricole, soit environ 16,3 millions de salariés au 31 décembre 2009. Il diffère légèrement du champ de l'Insee et de l'Acoss qui publient leurs chiffres d'emploi salarié sur un champ couvrant tous les secteurs économiques (marchand et non marchand) sauf l'agriculture.

Dans ces statistiques trimestrielles ou annuelles, les titulaires de contrats d'apprentissage, de qualification, d'adaptation, ainsi que les personnes en contrat emploi-solidarité, en contrat emploi-consolidé ou en contrat initiative-emploi sont normalement comptabilisés dès l'instant que leur employeur relève du champ Assurance chômage.

La statistique présentée dans cette note prend en compte les résultats exhaustifs et définitifs de l'année 2008 ainsi que les résultats provisoires de l'année 2009. Ces résultats sont révisés chaque année lors de l'intégration de la statistique annuelle.

(1) Les salariés des secteurs agricoles et para-agricoles relevant de l'Assurance chômage cotisent par le biais de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et ne figurent pas dans cette statistique.

## ANNEXE II

### ESTIMATION TRIMESTRIELLE DESAISONNALISEE DE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS

Estimation des effectifs en milliers					Estimation des taux d'évolution en %				
ANNEE	1 <sup>er</sup> TRIM	2 <sup>e</sup> TRIM	3 <sup>e</sup> TRIM	4 <sup>e</sup> TRIM	1 <sup>er</sup> TRIM (1)	2 <sup>e</sup> TRIM (1)	3 <sup>e</sup> TRIM (1)	4 <sup>e</sup> TRIM (1)	INDICE ANNUEL (2)
1977				13 188,8					
1978	13 158,4	13 175,1	13 209,7	13 252,7	-0,2%	0,1%	0,3%	0,3%	0,5%
1979	13 278,9	13 304,8	13 320,9	13 360,7	0,2%	0,2%	0,1%	0,3%	0,8%
1980	13 422,1	13 432,7	13 401,4	13 345,6	0,5%	0,1%	-0,2%	-0,4%	-0,1%
1981	13 262,0	13 211,1	13 219,2	13 222,7	-0,6%	-0,4%	0,1%	0,0%	-0,9%
1982	13 229,4	13 245,9	13 225,4	13 226,1	0,1%	0,1%	-0,2%	0,0%	0,0%
1983	13 207,8	13 150,6	13 112,4	13 043,0	-0,1%	-0,4%	-0,3%	-0,5%	-1,4%
1984	12 958,0	12 852,5	12 849,2	12 830,3	-0,7%	-0,8%	0,0%	-0,1%	-1,6%
1985	12 803,1	12 742,2	12 706,5	12 762,7	-0,2%	-0,5%	-0,3%	0,4%	-0,5%
1986	12 789,2	12 822,9	12 825,0	12 782,2	0,2%	0,3%	0,0%	-0,3%	0,2%
1987	12 820,2	12 879,8	12 914,1	12 930,4	0,3%	0,5%	0,3%	0,1%	1,2%
1988	13 001,3	13 075,3	13 166,5	13 252,7	0,5%	0,6%	0,7%	0,7%	2,5%
1989	13 412,5	13 520,4	13 603,2	13 700,2	1,2%	0,8%	0,6%	0,7%	3,4%
1990	13 790,2	13 885,0	13 906,2	13 949,6	0,7%	0,7%	0,2%	0,3%	1,8%
1991	13 964,3	13 944,1	13 922,0	13 862,2	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,4%	-0,6%
1992	13 894,9	13 814,5	13 776,6	13 650,3	0,2%	-0,6%	-0,3%	-0,9%	-1,5%
1993	13 594,5	13 513,6	13 484,2	13 455,2	-0,4%	-0,6%	-0,2%	-0,2%	-1,4%
1994	13 479,4	13 543,7	13 632,7	13 679,2	0,2%	0,5%	0,7%	0,3%	1,7%
1995	13 743,4	13 805,3	13 824,5	13 809,8	0,5%	0,5%	0,1%	-0,1%	1,0%
1996	13 815,1	13 821,6	13 786,0	13 837,2	0,0%	0,0%	-0,3%	0,4%	0,2%
1997	13 860,6	13 913,0	13 964,9	14 092,9	0,2%	0,4%	0,4%	0,9%	1,8%
1998	14 207,2	14 294,3	14 388,1	14 429,9	0,8%	0,6%	0,7%	0,3%	2,4%
1999	14 529,2	14 632,2	14 780,4	14 956,1	0,7%	0,7%	1,0%	1,2%	3,6%
2000	15 124,3	15 237,6	15 404,2	15 549,5	1,1%	0,7%	1,1%	0,9%	4,0%
2001	15 678,0	15 705,4	15 734,3	15 823,4	0,8%	0,2%	0,2%	0,6%	1,8%
2002	15 859,0	15 878,7	15 897,4	15 927,7	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,7%
2003	15 906,2	15 883,6	15 872,0	15 876,8	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%	-0,3%
2004	15 897,9	15 908,1	15 930,9	15 927,7	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,3%
2005	15 940,1	15 964,7	15 999,9	16 068,8	0,1%	0,2%	0,2%	0,4%	0,8%
2006	16 132,3	16 205,0	16 298,4	16 355,2	0,4%	0,5%	0,6%	0,3%	1,8%
2007	16 474,7	16 505,3	16 593,5	16 691,9	0,7%	0,2%	0,5%	0,6%	2,1%
2008	16 756,8	16 713,4	16 709,6	16 601,5	0,4%	-0,3%	0,0%	-0,6%	-0,5%
2009	16 427,2	16 363,4	16 334,4	16 346,7	-1,0%	-0,4%	-0,2%	0,1%	-1,5%(p)
2010	16 372,7	16 406,4	16 430,5	16 465,2	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%	0,7%(p)
2011	16 529,2p)				0,4%(p)				1,0%(p)

(1) Evolution par rapport au trimestre précédent.

(2) Evolution par rapport à l'année précédente.

Indices d'évolution désaisonnalisés des effectifs salariés de l'ensemble des établissements  
base 100 en début d'année

